

**Allocution de monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale du Québec
et Président de la Conférence**

Le samedi 20 septembre 1997 à 20 heures

**Salle de bal de l'Hôtel Le Château Frontenac
Québec**

Il me fait plaisir de vous souhaiter ce soir la bienvenue au Château Frontenac. Vous savez, c'est sur ce promontoire dominant le fleuve Saint-Laurent que se dressaient naguère la résidence du représentant du Roi de France puis celle du représentant de la Couronne britannique dans ce que les Européens appelaient alors le nouveau monde. Le Château Frontenac est un des fleurons du patrimoine architectural québécois. L'enceinte dans laquelle nous nous trouvons, a été le témoin d'événements ayant marqué l'histoire de notre communauté et, en certaines occasions, celle de l'humanité toute entière. C'est ici que se sont réunis Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill ainsi que leurs États majors, en 1943 et à nouveau, en 1944. De ces conférences au sommet sont nés des éléments d'une stratégie qui allait conduire les Alliés à la victoire.

Ces murs ont également été le théâtre d'un autre rendez-vous avec l'Histoire. Le 16 octobre 1945, des représentants de 44 pays convenaient, pour éradiquer la faim dans le monde, de mettre sur pied l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation. Il y a deux ans, les ministres de l'Agriculture et du développement des États membres de la FAO se réunissaient ici même pour commémorer le 50^e anniversaire de l'organisation.

J'imagine aussi que, dans quelque temps, on se souviendra que ces murs ont accueilli les parlementaires des Amériques réunis pour la première fois afin de discuter d'un enjeu fondamental: l'avenir prévisible des 775 millions de personnes qu'ils représentent.

Avant d'aller plus loin, je veux profiter de votre présence à toutes et à tous ce soir pour exprimer ma gratitude et ma reconnaissance à tous les partenaires financiers de la Conférence pour la confiance remarquable dont ils ont témoigné à l'endroit de l'Assemblée nationale du Québec en soutenant généreusement la tenue de ces assises.

Merci aux gouvernements du Québec et du Canada, aux dirigeants des entreprises privées et publiques. Votre étroite et précieuse collaboration est un geste significatif pour nous.

A cette étape-ci, vous me permettrez aussi de remercier tous les employés de l'Assemblée nationale affectés d'une façon ou d'une autre à la réalisation de notre Conférence. Leur professionnalisme et leur dévouement passionné ont été remarquables et méritent d'être soulignés.

Enfin, je tiens à saluer mon prédécesseur, le président Roger Bertrand, aujourd'hui ministre de l'Industrie et du Commerce du gouvernement du Québec. Il fut le premier à croire à la valeur de ce projet proposé par le Service des relations interparlementaires de l'Assemblée nationale. En ce qui me concerne, j'ai eu le plaisir et l'honneur d'en orchestrer la réalisation.

La Conférence parlementaire des Amériques tire déjà à sa fin. Demain, une synthèse des discussions nous sera présentée et nous préparerons ensemble la Déclaration finale. Bien que ce ne soit pas encore l'heure des bilans, j'aimerais partager avec vous quelques impressions sur ce que nous venons de vivre ensemble, impressions recueillies au hasard de mes déplacements et de mes entretiens. D'abord, j'ai senti que très rapidement des convergences de vue apparaissaient et que des consensus se dégageaient. L'environnement dans lequel chacun de nous vit, est unique certes, mais il me semble que plusieurs des pas que nous pouvons poser pour l'avancement de nos sociétés sont communs. Dès lors, il devient possible d'explorer, ensemble, des pistes de solution. C'est ce que nous avons déjà entrepris de faire.

À l'issue de ces deux jours, je sens aussi que chacun de nous repartira plus riche qu'avant. Une richesse acquise au fil de nos débats et des expériences que nous avons mises en commun, une richesse de connaissances et d'idées nouvelles. De celles qui nous font avancer comme individu. De celles parmi lesquelles nous pouvons puiser pour mieux assumer notre rôle d'élu et de représentant du peuple autant que de serviteur de l'État, de chercheur ou de dirigeant socio-économique.

Chers amis, il m'apparaît de plus en plus clair, à la veille de la tombée du rideau de la Conférence, que ce premier rassemblement des parlementaires des Amériques connaîtra des lendemains. Il m'apparaît de plus en plus clair aussi, qu'il sera suivi de gestes petits et grands que nous poserons, inspirés d'une ferme volonté d'agir. Il m'apparaît de plus en plus clair enfin, que la Conférence et ses suites ouvrent la porte à des actions concrètes et d'une grande portée, non seulement en regard de la création d'une zone de libre-échange des Amériques et de la gestion délicate des impacts de ce processus, mais également en rapport avec d'autres enjeux décisifs pour l'évolution de notre continent et de nos peuples.

Parmi ces enjeux, il y en a un qui est fondamental et sur lequel d'ailleurs nous avons abondamment parlementé: la démocratie. Celle qui existe déjà autant que celle que nous souhaitons voir apparaître, voir se consolider, voir s'épanouir un peu partout dans nos coins de pays.

Et qui parle de démocratie, parle nécessairement de parlementarisme, à moins que l'on pense que l'organisation, le fonctionnement et la direction de nos sociétés peuvent et doivent se faire maintenant et demain uniquement par des monarques élus. Je suis convaincu pour ma part que nous partageons tous ici, ce soir, la conviction profonde que la démocratie parlementaire demeure toujours, malgré ses imperfections et ses dérapages à l'occasion, le meilleur système de gouvernement des peuples jamais inventé.

Est-ce à dire que, parce que la démocratie parlementaire est présente aujourd'hui, presque partout dans les Amériques, nos sociétés sont bien gouvernées? Et nos concitoyens et concitoyennes sont fort satisfaits?

Peut-on dire, en fait, que l'état de santé démocratique de nos pays est bon ou au moins acceptable?

Est-ce que l'on retrouve dans notre continent les meilleurs standards démocratiques qui soient?

Et si oui, ces hauts standards sont-ils généralisés?

La violence et l'intimidation ont-ils partout disparu pour faire place à la tolérance et à la paix?

Les abus de pouvoir autant ceux des politiques, de tout bord et de toute tendance, des gens d'affaires, des leaders syndicaux, des médias, des groupes d'intérêt ont-ils cessé dans nos sociétés même les plus riches et les plus développées matériellement?

La corruption et le favoritisme ont-ils été éradiqués de tous les patelins de notre hémisphère? Nos comportements d'élus et de leaders sont-ils tous empreints des exigences éthiques indissociables de nos fonctions et de nos responsabilités?

Les niveaux d'information, de conscientisation, de responsabilisation civique, d'engagement politique et de participation populaire, notamment aux processus de choix électoraux et référendaires, sont-ils à la hauteur des besoins et des exigences de saines démocraties?

En posant ces questions embarrassantes, je connais, pour l'essentiel, comme vous tous d'ailleurs, les réponses. Je sais, comme vous aussi, tout le travail immense qu'il reste à accomplir pour voir s'épanouir partout la démocratie, la justice, la prospérité et la paix.

Mais, par ailleurs, comme vous également, je suis au fait des immenses progrès que nous avons réalisés sur le chemin de la démocratisation de notre continent. À cet égard, notre présence à tous depuis trois jours à Québec est à la fois un moment fort et une étape significative.

L'Histoire retiendra, je l'espère, que des représentants légitimes de la presque totalité de la population des Amériques et de ses institutions parlementaires ont choisi d'être des acteurs plutôt que des spectateurs passifs en regard de la construction de l'Avenir.

Nous tous parlementaires avons estimé que notre silence mènerait à une érosion inévitable de notre influence et de notre légitimité comme représentants de la population. Car de nombreux groupes sociaux participent déjà activement aux pourparlers sur l'intégration économique et sur le renouvellement de la coopération interaméricaine. Je crois sincèrement qu'il faut se réjouir de cette ouverture; mais, je suis également convaincu, comme vous je le sais, que les parlementaires doivent occuper la place qui leur revient naturellement et légitimement.

Ainsi, les gens d'affaires se rencontrent en marge des réunions des ministres du Commerce extérieur des Amériques qui ont lieu chaque année depuis 1995. Auprès des ministres, ils font connaître leurs vues et leurs positions quant aux discussions devant mener à la création d'une zone de libre-échange allant de l'Alaska à la Terre de Feu. Constitués en réseau et utilisant les nouvelles technologies de l'information, ils entretiennent un dialogue permanent et échangent des renseignements et des données stratégiques. La présence avec nous et le soutien actif de plusieurs d'entre eux à notre initiative témoignent d'ailleurs de cet engagement majeur.

Les centrales syndicales ont également emboîté le pas en prenant part à la dernière réunion des ministres du Commerce extérieur, en mai dernier, à Belo Horizonte, au Brésil. Des organisations non gouvernementales vouées à la protection de l'environnement se sont aussi regroupées et se sont réunies en marge du Sommet des Amériques sur le développement durable, en Bolivie, en décembre 1996. Elles ont plaidé, auprès des instances gouvernementales des Amériques, pour une intégration économique et une libéralisation des échanges commerciaux respectueuses de la biodiversité et des exigences à long terme du développement du continent. Au début de la semaine, c'était au tour des représentants québécois d'organismes populaires à se réunir et, hier, ceux-ci nous transmettaient formellement leurs doléances.

Chers amis, ces réseaux qui se créent, ces rencontres qui se tiennent, témoignent d'une volonté de ne pas laisser les spécialistes et nos collègues les ministres décider seuls et à huis clos de l'avenir économique, social et culturel, de 775 millions d'individus que nous

représentons.

Comme élus, notre lecture de la réalité n'est pas nécessairement celle des technocrates, aussi compétents et indispensables soient-ils.

Nous avons la possibilité d'assurer une veille attentive. Nous pouvons, par exemple, inciter les négociateurs à prendre en considération certaines questions décisives pour l'avenir des populations, mais autrement négligées.

Il nous appartient de questionner les tenants et les aboutissants de même que les modalités de mise en oeuvre d'une éventuelle zone de libre-échange des Amériques. Il nous appartient aussi d'expliquer à nos commettants les raisons pouvant à bon droit justifier un tel projet ainsi que les avantages susceptibles d'en résulter. Nous avons la responsabilité d'être dans le coup, ouverts mais vigilants, actifs et influents.

Ce premier rassemblement et ce qui en découlera, nous en offrent la possibilité.

Il nous offre aussi, par le fait même, une occasion privilégiée de prouver à nos compatriotes, devenus tellement sceptiques et cyniques face à la classe politique, que le parlementarisme a plus que jamais sa raison d'être et qu'il doit être partout et toujours au coeur des débats fondamentaux et des choix de société.

Je vous invite maintenant, chers invités, à lever vos verres à la fraternité entre les populations des Amériques et entre les parlementaires de notre continent.

Je vous remercie et bonne soirée!